

Le budget—M. McCrossan

M. McCrossan: Monsieur le Président, je n'aurais pas formulé la question de cette façon, mais si j'avais voulu la susciter, je n'aurais pas pu faire mieux. La question me donne l'occasion de parler d'une situation survenue au début des années 80, mais qui a changé maintenant.

Lorsque nous avons accumulé un énorme déficit, tout au long des années 70 et des années 80, le dollar était soumis à des pressions terribles à la baisse. La seule possibilité pour le gouvernement de parer ces attaques consistait à maintenir un écart plus large que d'habitude entre les taux d'intérêts canadiens et américains. L'écart avait toujours été de 0,5 à 1 point de pourcentage. Il s'est progressivement creusé pour atteindre plusieurs points de pourcentage. Le changement important survenu, c'est que le ministre des Finances a soustrait notre devise aux pressions à la baisse et c'est pourquoi il peut revendiquer cet honneur.

En réduisant le déficit, montrant au monde que nous sommes résolu à avoir une monnaie stable et une économie solide et en expansion, ce qui diminue les pressions sur le dollar, nous avons fait du Canada un endroit de choix pour investir et créer des emplois. Le déficit diminue. Les dernières pressions sur le dollar remontent à un an et demi. Notre monnaie augmente maintenant régulièrement et, du fait de nos politiques économiques, le ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque du Canada ont pu laisser chuter les taux d'intérêt. Leur chute est une conséquence directe des mesures gouvernementales. Je ne vois pas pourquoi nous ne nous féliciterions pas de nous être sortis de la situation dans laquelle nous avait mis le gouvernement libéral après 15 ans de pouvoir.

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du député de York-Scarborough (M. McCrossan). Je ne peux pas m'empêcher de me demander comment le ministre des Finances (M. Wilson) et le gouvernement peuvent faire un travail aussi fantastique sans que personne le sache, comme on le constate en parcourant le Canada et en demandant l'avis des contribuables.

Au début de son discours, le député de York-Scarborough disait que les taux d'intérêt avaient changé radicalement en 5 ans. Je voudrais rappeler au député qu'il y a cinq ans les libéraux avaient encore deux ans à faire. Le député aurait donc dû remercier le précédent gouvernement plutôt que de le critiquer comme il l'a fait, car il est évident que c'est le gouvernement libéral qui a jeté les bases de tous les bons résultats que l'on a en ce moment dans le domaine des taux d'intérêt.

Je sais bien que les députés conservateurs préfèrent ne pas se rendre à l'évidence, mais le député a bel et bien dit que les taux d'intérêts ont changé depuis cinq ans. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Le gouvernement libéral s'est très bien sorti de la grave dépression du début des années 80, comparativement à la façon dont le gouvernement conservateur s'était

comporté à l'occasion de la pire dépression survenue avant, celle des années 30. Nous savons ce qui est arrivé à beaucoup de Canadiens à cette époque-là, et les ministériels seraient bien avisés de ne pas l'oublier.

Je pense que tous les Canadiens se rendent compte de ce que le gouvernement libéral a fait au début des années 80. Il a appuyé les bénéficiaires de la pension de vieillesse en ne leur imposant aucune réduction, il a appuyé les gagne-petit et les gens à revenu modeste, il a maintenu les programmes d'assurance-chômage parce que les travailleurs sans emploi traversaient une période difficile, il a aidé les personnes qui touchaient des allocations familiales et il a alloué des fonds pour les soins hospitaliers. Ce sont les gouvernements libéraux qui ont proposé tous ces programmes au Parlement au fil des ans.

Ces dernières années, nous avons eu quelques ministres des Finances extraordinaires. Je tiens à dire au député de York-Scarborough que je n'irais certainement pas jusqu'à comparer l'actuel ministre des Finances aux Ilsley et Abbott du monde. C'étaient de vrais ministres des Finances à une époque où le Parlement devait affronter d'énormes enjeux, non seulement à l'échelle nationale mais aussi internationale, pendant les années de guerre.

Quand le gouvernement se félicite de ses réalisations extraordinaires et condamne du même souffle ses prédécesseurs, il me semble qu'il cherche à inspirer et expirer en même temps, comme quelqu'un l'a dit plus tôt. Soit dit en passant, il s'agit d'un vieux dicton qui, comme bien d'autres non moins célèbres, ont vu le jour dans la vallée de l'Outaouais. Si le gouvernement veut s'attribuer le mérite des résultats positifs, il doit accepter la responsabilité des aspects négatifs.

Le député de York-Scarborough a dit que la ville de Scarborough est en plein essor. C'est très bien, et il n'y a rien de mal à cela. Cependant, il est dommage que d'autres régions du pays n'en aient pas profité également. Les régions rurales ne sont pas florissantes à l'heure actuelle. Et pourtant le gouvernement avait promis de résoudre en un rien de temps tous les problèmes des régions rurales du pays.

Le budget que le gouvernement a proposé il y a quelques semaines est un exemple et un reflet parfaits de la politique d'un gouvernement qui n'a aucune idée originale et aucune notion de la façon de s'attaquer aux problèmes délicats de l'heure. Il est bien évident que les députés conservateurs de l'arrière-ban n'ont pas eu leur mot à dire dans la rédaction de ce budget, n'est-ce pas? L'homme de Bay Street, le ministre des Finances—a tout fait à sa manière. Il ne voyait qu'une façon de procéder et c'était de hausser les impôts des Canadiens à revenu moyen et faible tout en veillant à protéger ses riches amis et les grandes sociétés. Il suffit d'examiner les prévisions budgétaires pour s'en persuader.